

**Convention collective**

**IDCC : 2891. – INDUSTRIE DE ROQUEFORT**

---

AVENANT N° 7 DU 11 DÉCEMBRE 2012  
RELATIF À L'ALLOCATION DE FIN DE CARRIÈRE

NOR : ASET1350414M

IDCC : 2891

Entre :

Le FSIR,

D'une part, et

La CGT ;

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Suppression du contenu de l'article 9.16 « Retraites »

Qui est remplacé par le contenu de l'article 9.18 « Allocation de fin de carrière » :

« Article 9.18

*Allocation de fin de carrière*

Tout salarié quittant volontairement l'entreprise pour bénéficier d'une pension de retraite (art. L. 1237-9 du code du travail) bénéficie d'une allocation de fin de carrière égale à :

Ouvriers et employés :

– la moitié de l'indemnité de licenciement définie à l'article 5.12 de la présente convention collective à laquelle l'intéressé aurait pu prétendre en fonction de son ancienneté mais sans majoration d'âge.

Techniciens. – Agents de maîtrise. – Cadres :

- 1 mois de salaire pour une ancienneté dans l'entreprise d'au moins 10 ans ;
- 2 mois de salaire pour une ancienneté dans l'entreprise d'au moins 15 ans ;
- 3 mois de salaire pour une ancienneté dans l'entreprise d'au moins 20 ans ;
- 4 mois de salaire pour une ancienneté dans l'entreprise d'au moins 25 ans.

Le salarié qui souhaite faire valoir ses droits à la retraite doit en informer son employeur au moins 6 mois avant sa date de départ. »

Modification de l'article 9.17 « Capital décès », qui devient « Indemnité fin de carrière » et qui est rédigé comme suit :

« Article 9.17

*Indemnité fin de carrière*

En complément des indemnités légales ou conventionnelles prévues en cas de départ ou de mise à la retraite et notamment par l'article 9.16 ci-dessus, les signataires du présent accord décident de mettre à la charge exclusive des employeurs entrant dans son champ d'application le paiement d'une indemnité supplémentaire de départ à la retraite. Les conditions et modalités de mise en œuvre de ce droit feront l'objet d'un accord séparé. La présente indemnité complémentaire vient en substitution des dispositions historiques issues de l'AREP, qui ont cessé en date du 31 décembre 2012. »

Ce présent avenant fera l'objet d'un dépôt auprès de la direction du travail.

Fait à Roquefort-sur-Soulzon, le 11 décembre 2012.

(Suivent les signatures.)